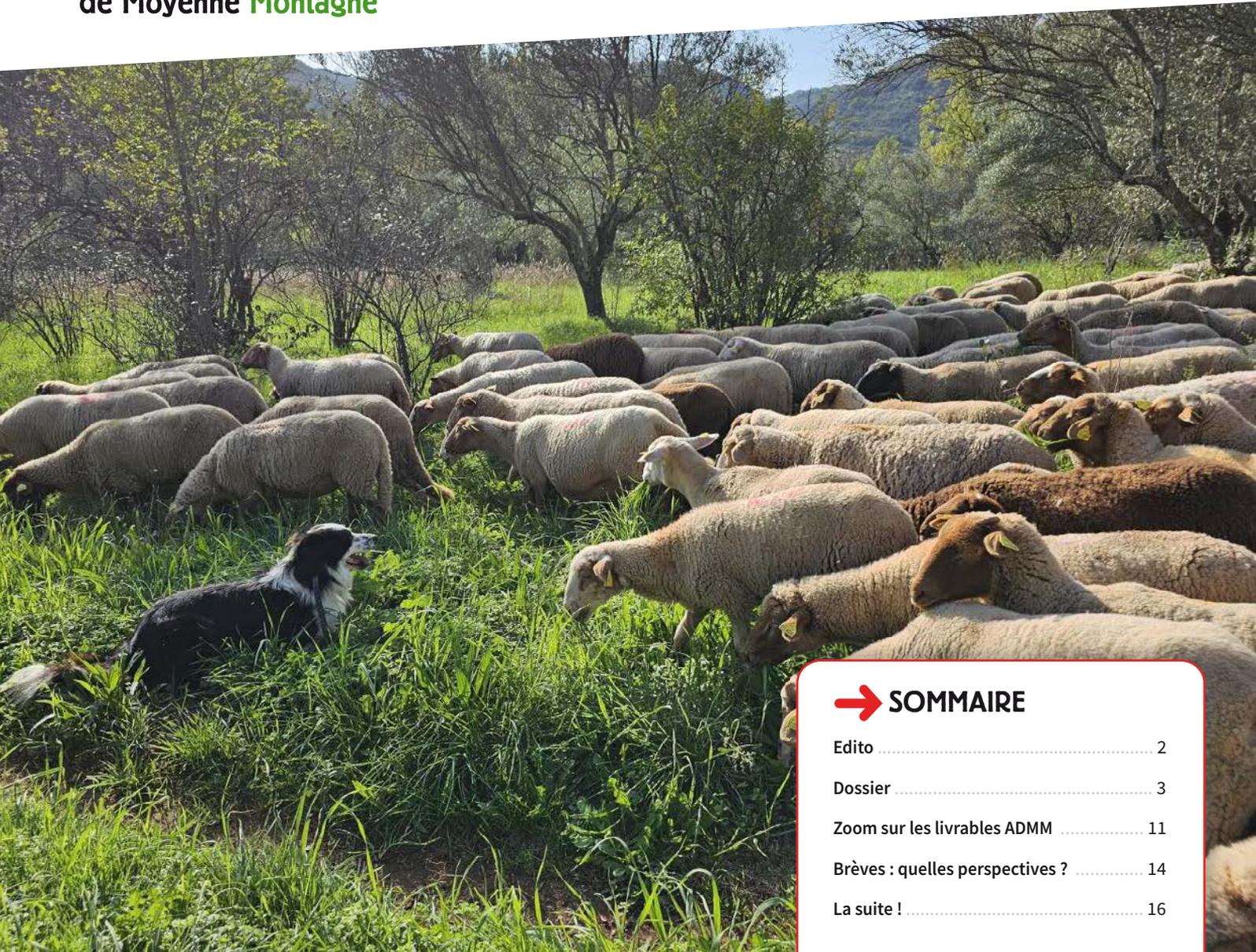




Agriculture Durable
de Moyenne Montagne

Le bulletin de **L'AGRICULTURE DURABLE** de moyenne montagne

N°15 - OCTOBRE 2025



→ SOMMAIRE

Edito	2
Dossier	3
Zoom sur les livrables ADMM	11
Brèves : quelles perspectives ?	14
La suite !	16

→ LE DOSSIER

Des systèmes autonomes et diversifiés :
ADMM en pratique à travers le Massif Central



ADMM, une page se tourne, la suite reste à écrire !

Clap de fin. Après 15 ans d'existence, le projet Agriculture De Moyenne Montagne (ADMM) touche à sa fin. Dès les années 90 un besoin simple et crucial a émergé dans nos structures : comment parler d'agriculture durable en montagne ? Des initiatives existaient ailleurs mais il était nécessaire de créer un dispositif adapté à ce territoire unique qu'est le Massif Central. ADMM était né : un réseau de pionniers de l'agriculture durable s'appuyant sur l'éducation populaire et une approche globale.

Éducation populaire car l'échange entre pairs a toujours été le moteur d'ADMM. Les références techniques produites par le réseau ne sont pas une émanation théorique déconnectée. Elles sont le fruit de nombreux échanges entre paysans dont l'objectif est de renforcer leur autonomie et de valoriser la diversité des systèmes de production. Elles sont une base pour leur permettre d'expérimenter en confiance, soutenus par un collectif de pairs.

Approche globale car comment parler d'agriculture durable autrement ? En partant de la durabilité environnementale, le réseau ADMM a permis de prouver, sur le terrain et par la pratique, que les fermes plus durables permettent aussi de vivre mieux. Des paysans nombreux et heureux dans le Massif Central c'est possible ! Le réseau a eu à cœur de diffuser ce message auprès de la future génération agricole.

La suite ? ADMM a eu un impact concret sur l'agriculture du Massif Central. Il a ouvert des portes, montré des possibilités de faire autrement et a créé du lien entre paysans et animateurs. L'arrêt des financements est évidemment un coup dur pour la dynamique collective. Mais si le projet s'arrête, le réseau lui ne disparaît pas. Nous allons continuer à travailler ensemble pour faire vivre cette dynamique. Vous aussi, vous pouvez en être acteur ! Les membres du réseau ADMM pensent déjà à la suite et préparent de nombreuses actions pour continuer de faire vivre cette belle dynamique.

A bientôt !

ADMM en quelques chiffres

650

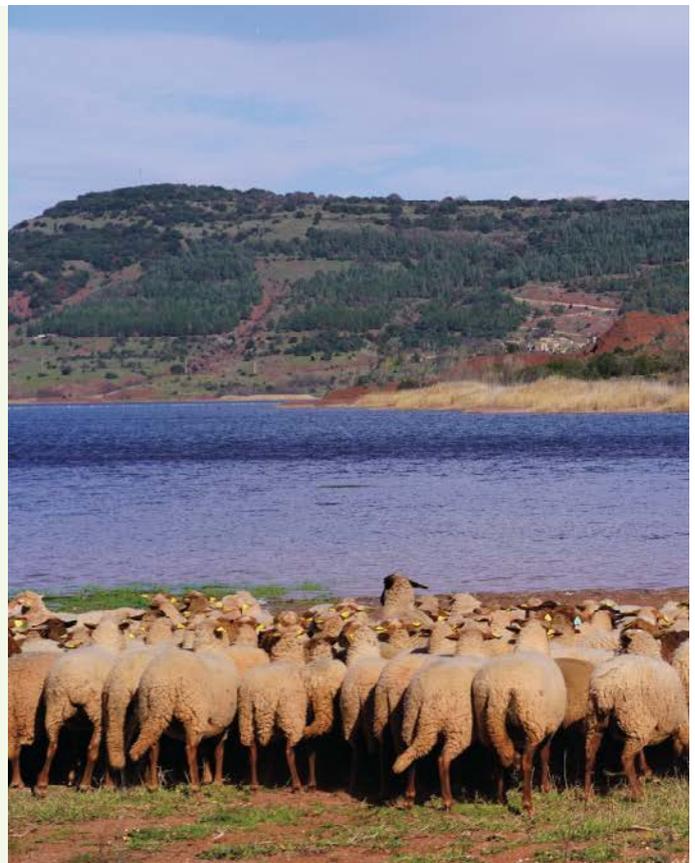
agriculteurs au cœur des démarches de groupes, producteurs de connaissances et savoir-faire

730

agriculteurs formés tous les ans pour favoriser l'adoption des pratiques plus économes et autonomes

3 500

acteurs de territoire touchés par la communication et la diffusion ciblée (agents de développement, recherche, élus, enseignants et apprenants, institutions...) dans tout le Massif Central





→ **LE DOSSIER**

Des systèmes autonomes et diversifiés : ADMM en pratique dans le Massif Central

L'agriculture durable promue par le réseau ADMM repose sur deux piliers incontournables : diversification et autonomie. Nous sommes persuadés que ce sont deux conditions majeures de la résilience des fermes. Au fil des années, le réseau a exploré de multiples façons de mettre en pratique ces fondamentaux. Découvrez les actions des membres d'ADMM dans ce dossier à travers un florilège dans tout le Massif Central.

LiFoFer : vers une amélioration de la diversité microbienne des sols, des plants, et des animaux

Plusieurs fermes en polycultures élevage dans la Loire réfléchissent depuis plusieurs années à la fertilité des sols, et à leur amélioration, tout en cherchant à s'adapter aux aléas climatiques. A l'initiative de l'ADDEAR de la Loire et de Symbiotique Agroécologie, dans le cadre du projet ADMM, deux journées de formation ont pu se mettre en place pour découvrir, et partager ses questionnements avec d'autres paysan.nes qui l'utilisent déjà sur leur ferme, avant de l'expérimenter chez eux.

Un groupe d'éleveurs et d'éleveuses de la Loire se réunit plusieurs fois dans l'année pour échanger sur les itinéraires techniques de leurs parcelles, et voir les pistes d'amélioration, avec l'accompagnement de l'ADDEAR de la Loire. Face aux aléas climatiques, comment réagir et adapter ses pratiques pour rester autonome et favoriser la diversification sur les fermes ? Une formation plus spécifique a été faite sur le choix des semences pour les prairies. Plusieurs journées ont également permis de comprendre la structure des sols afin d'envisager des pistes d'amélioration possibles. L'idée a ainsi émergé de mieux connaître l'utilisation possible de la LiFoFer en cultures et en élevage.

LiFoFer, quesako??? C'est la préparation de Litière Forestière Fermenté. Ce biostimulant est utilisé par de nombreux paysans en Amérique du Sud, connu sous le nom de "microorganismes de montagnes", ou "microorganismes endogènes". Cette technique est très proche de celle des extraits fermentés, comme le purin d'ortie par exemple. La LiFoFer peut être appliquée sur les sols, les cultures, les litières, et dans les effluents.

Avec l'apport technique de Symbiotik Agroécologie, deux journées de formation ont pu être proposées à l'hiver et au printemps dernier. La première journée fut l'occasion d'échanges entre une vingtaine d'éleveurs, venant de toute la France, qui utilisent la LiFoFer et de montrer leurs résultats : décomposition du fumier plus rapide, ambiance plus saine dans les bâtiments, diminution des parasites sur le troupeau, système racinaire plus développé, etc. La deuxième journée a permis d'aborder la préparation de la LiFoFer et son utilisation sur les fermes en polycultures élevages. En fin de journée, chacun.e est repartie avec de la LiFoFer prête à être utilisée !

Cette technique qui vient redynamiser les sols, et y stimuler la vie, est particulièrement intéressante, peu coûteuse et facile dans son utilisation. Encore peu connu sur notre territoire ligérien, un protocole d'essai va se mettre en place dans les prochains mois, pour avoir des résultats de rendement, et économiques. Une technique a fait connaître et à développer.



Journée de préparation de la LiFoFer



Suivi d'un essai sur de l'orge (à gauche, sans application de LiFoFer - à droite, avec application LiFoFer)

Gaec de Laubanie : récit d'une trajectoire vers plus de pâturage

Depuis 2022, Coralise et Guillaume ont repris un atelier allaitant en bio à Saint-Bazile (Haute-Vienne), associé à 40ha de terres leur permettant de produire leur propre pain sur un second atelier qu'ils ont créé. Heureux d'avoir trouvé « la perle rare », avec un système déjà bien rodé, ils relèvent aujourd'hui un défi de taille : nourrir leur troupeau tout en préservant la rentabilité de la ferme.

Les deux jeunes agriculteurs décrivent un **contexte de transmission on ne peut plus idéal** : « tout était déjà fait, on a repris un système qui fonctionnait. En plus, ils avaient encore le goût du métier, l'envie de transmettre, ça a été un plaisir ». Le système d'alors était plutôt intensif : 6 ha étaient en cultures, avec une rotation maïs ensilage/blé d'hiver/colza/blé de printemps/prairies.

L'ensilage de maïs constituait alors une part importante de la ration des animaux sur les mois de finition, associé au son de blé et à l'ensilage d'herbe (12ha fauchés par an). Et pourtant, avec un chargement moyen à 1,4 UBG/ha tout animaux confondus, ils étaient dans une impasse. Incapacité de stocker suffisamment, sans pouvoir pour autant augmenter les surfaces ou les rendements : la **charge de travail** était déjà trop importante.

Pour toutes ces raisons, Coralise et Guillaume ont décidé d'arrêter l'ensilage, d'abord de maïs en 2023 puis d'herbe un an plus tard, pour plutôt optimiser le pâturage des animaux, transitionnant d'un système basé sur le stock à un système plus pâturant.

Ils ont ainsi réduit la surface de culture. La rotation s'en trouve modifiée : le blé semé après labour est suivi par une interculture (moha ou colza) qui est pâturée, avant le retour d'un blé ou un seigle puis à nouveau une prairie temporaire. Les 12ha qui étaient destinés à l'ensilage sont pour l'instant encore enrubannés, puis à nouveau fauchés pour faire du foin, avec un objectif de 100t/an.

Ces stocks constituent la ration exclusive des animaux tout l'hiver, et servent d'affouragement secondaire en été, notamment lors des sécheresses. De mi-mars à mi-décembre, **le système se base sur le pâturage tournant**, dans l'objectif d'optimiser une ressource déjà qualitative.

Aujourd'hui ils semblent avoir trouvé un certain équilibre, notamment grâce à une plus grande autonomie. **Mais, avec une surface de base de 28 ha, ils ont juste assez pour répondre aux besoins du troupeau sur une bonne année** (nombre d'UGB multiplié par 0,25 ou 0,5 en fonction du caractère poussant de la prairie).

Les perspectives d'évolution sont complexes : optimiser le pâturage tournant semble compliqué à l'heure du changement climatique. Premier levier : augmenter la ressource disponible. S'il est impossible d'augmenter les surfaces en achetant/loquant, à cause de la pression foncière, les deux agriculteurs ont choisi de réorganiser les parcelles via une meilleure gestion de l'abreuvement et l'amélioration des semis. D'autre part, impossible de jouer sur le chargement : il est aujourd'hui réduit au minimum possible de façon à conserver un revenu adéquat. Face à ces contraintes, **c'est donc vers la diversification que vont se tourner Coralise et Guillaume**, en sécurisant une autre revenu avec la plantation d'un pré verger et de haies. La suite au prochain épisode !

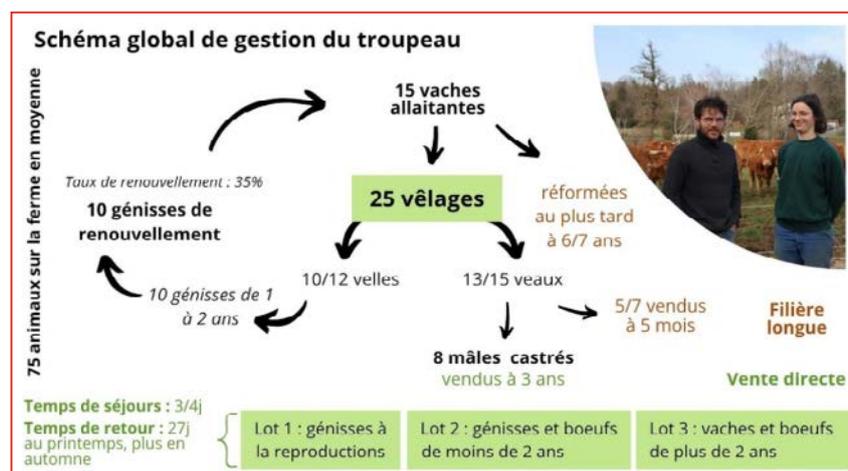


Schéma système actuel gestion troupeau (destination des petits + rotation pâturage)

Maraîchage biologique en Aveyron : diversification et nouvelles dynamiques

En 2024, l'Aveyron compte 203 ha de maraîchage biologique, 4 % de moins qu'en 2023. L'offre locale répond aux particuliers mais reste limitée pour le demi-gros, alors qu'elle permettrait de répondre aux besoins de la restauration hors domicile, conformément à la loi Egalim, tout en assurant aux producteurs des débouchés stables. Ces constats soulignent l'importance de diversifier les productions du territoire aveyronnais.

Le territoire aveyronnais étant majoritairement alloué à l'élevage, l'APABA a mené une étude autour de l'installation de maraîcher sur des fermes d'élevage permettant d'observer les synergies et divergences entre ces deux filières. Six exploitations ont été interrogées, dont quatre exploitations diversifiées (élevage et maraîchage), une exploitation uniquement élevage et un maraîcher, mettant en évidence plusieurs scénarios de diversification. Deux exploitations sont en GAEC associant un atelier élevage et un atelier maraîchage, une exploitation met en location une parcelle à un maraîcher et pour finir un éleveur souhaitant installer un maraîcher sur sa ferme. Ces configurations relèvent de motivations multiples : solidarité pour un voisin, sécurisation et diversification des revenus, intégration d'un nouvel associé ou encore volonté de pérenniser la ferme grâce à des activités complémentaires et moins capitalistiques.



Serres installées sur une ancienne prairie

L'installation d'un maraîcher sur une exploitation d'élevage est facilitée par plusieurs facteurs : simplicité des démarches de bail rural, disponibilité de surfaces sur des fermes d'élevage, mutualisation de matériel et complémentarité entre ateliers (partage de ressource ou mutualisation des points de ventes). Toutefois, certaines difficultés persistent comme la nécessité d'adapter son travail sur l'élevage, éviter les surcharges de travail lors des pics saisonniers, la difficulté à trouver des porteurs de projet pleinement adaptés aux attentes.

Dans les GAEC étudiés, le maraîchage a généré des revenus supplémentaires et renforcé la capacité d'investissement de l'exploitation. Pour les exploitations en location, le loyer de la parcelle compense la réduction de surfaces destinées à l'alimentation animale. En revanche, les investissements initiaux sont conséquents : entre 75 000 € et 100 000 €, dont près d'un tiers spécifiquement dédié à l'irrigation, ce qui impose une bonne anticipation du financement.

La réussite d'un atelier maraîcher repose sur plusieurs conditions essentielles : choisir une parcelle adaptée (plate, irrigable, proche de bâtiments de stockage et de transformation), anticiper les investissements, sécuriser le foncier, organiser la cohabitation entre ateliers et définir clairement les débouchés. Dans un contexte de changement climatique et de pression économique sur les exploitations, ces éléments sont déterminants pour assurer la pérennité, la résilience et la rentabilité de l'activité.

Le maraîchage bio en Aveyron peut profiter des opportunités offertes par la diversification agricole et de la complémentarité avec les ateliers d'élevage. Il reste cependant des défis à relever pour inscrire ces initiatives dans la durée, pour construire une véritable souveraineté alimentaire locale.

Dans le Cantal, les éleveurs se tournent vers les protéines végétales pour nourrir demain

Au printemps dernier, plusieurs fermes d'élevage bovin du Cantal se sont réunies autour d'une idée nouvelle : et si, en plus de la viande, elles produisaient des légumineuses destinées à l'alimentation humaine et à la restauration collective locale ? Une réflexion initiée par la Cantadear dans le cadre du projet ADMM, qui a permis d'ouvrir un débat jusque-là rarement posé dans un territoire marqué par la tradition de l'élevage.

Lentilles, pois chiches, haricots secs... Ces plantes riches en protéines sont des alternatives durables à la viande et figurent désormais en bonne place dans les recommandations alimentaires. On les consomme en salade, en soupe, en purée ou encore sous forme de farine pour des recettes variées. Pourtant, elles restent quasiment absentes des assiettes cantaliennes, faute de production locale. Dans les cantines scolaires ou la restauration collective, elles proviennent encore le plus souvent d'autres régions, voire de l'étranger.

Pour comprendre les freins et imaginer des solutions, la Cantadear a organisé des temps d'échanges entre éleveurs, techniciens et professionnels de la filière. Objectif : identifier les cultures possibles sur les terres d'élevage, leurs avantages agronomiques et leurs débouchés. « Nous avons parlé de lentilles, de pois chiches, mais aussi de fèves. Des cultures qui, en plus de diversifier la ferme, enrichissent le sol et réduisent la dépendance aux engrais », explique un conseiller impliqué dans le projet.

Ce travail exploratoire n'est qu'un début, mais il a déjà porté ses fruits. À partir de ces réflexions, un projet plus ambitieux est en train de voir le jour : en partenariat avec la Communauté de communes, dans le cadre d'un **Projet Alimentaire Territorial (PAT)** qui sera lancé d'ici 2026. Ce dispositif vise plus largement que l'axe protéines végétales porté par la Cant'ADEAR à relocaliser la production alimentaire, rapprocher producteurs et consommateurs, et renforcer la présence de produits locaux dans les cantines et la restauration collective.

Pour les éleveurs, l'enjeu est donc de taille : sécuriser leurs revenus en ajoutant une corde à leur arc, améliorer la résilience de leurs exploitations et répondre aux attentes sociétales pour plus de végétal dans l'assiette. Dans un contexte où la consommation de viande évolue, la diversification apparaît comme une stratégie d'avenir.



Premier petit essais de culture de féverole chez un éleveur de vaches Salers dans le Cantal (juste après semis)

Contribution à l'émergence d'une dynamique collective sur la santé animale en sud Lozère

La santé animale constitue un pilier essentiel de la durabilité des élevages, particulièrement dans les territoires de montagne où les contraintes géographiques et le faible maillage de services renforcent la vulnérabilité des exploitations. En Lozère, et plus spécifiquement dans le secteur sud du département (Causses & Cévennes), la question est d'autant plus forte que les éleveurs sont confrontés à une raréfaction des vétérinaires ruraux.

Fort de ces constats, la FRCIVAM Occitanie a lancé un chantier sur ce thème. L'objectif était de dresser un état des lieux des acteurs impliqués dans la santé animale, d'identifier les attentes des éleveurs et d'explorer les pistes d'une dynamique collective susceptible de répondre à ces défis. La méthodologie a reposé sur deux volets. D'une part, un recensement des structures départementales susceptibles d'intervenir sur la santé animale a été réalisé. Ces entretiens ont permis de clarifier leurs missions et d'identifier les actions existantes. D'autre part, seize enquêtes ont été menées auprès d'éleveurs ovins et caprins du sud Lozère, afin de comprendre leur perception de la santé animale, leur relation avec les vétérinaires, et leur intérêt éventuel pour une organisation collective. L'analyse révèle une forte hétérogénéité des exploitations, tant par leur taille que par leurs trajectoires d'installation ou leurs systèmes de production. Toutefois, plusieurs constats communs émergent.

Les entretiens montrent une conception multifactorielle de la santé animale, et non seulement l'absence de maladies. Cela ayant également des impacts économiques et sur le bien-être des éleveurs. Sa gestion repose surtout sur la prévention, l'observation et des pratiques alternatives traduisant une volonté d'autonomie, toutefois fragilisée par la complexité de certaines pathologies et la disponibilité limitée des vétérinaires. L'intérêt manifeste pour les démarches collectives et les formations, perçues comme des leviers d'acquisition de compétences et de cohésion, se heurte à des freins structurels liés au manque de temps, à l'éloignement et à une mobilisation inégale.

Lorsque les éleveurs décrivent un fonctionnement idéal, deux dimensions complémentaires ressortent : un suivi vétérinaire régulier, permettant d'instaurer une relation de confiance et d'assurer une approche préventive globale du troupeau ; et des temps d'échanges entre pairs, perçus comme des espaces d'apprentissage mutuel. Ces attentes traduisent le besoin d'articuler accompagnement professionnel et dynamique collective, afin de renforcer à la fois les compétences techniques et le lien social.

Les rencontres avec les structures ont illustré la richesse et la complexité du paysage sanitaire où les collabora-

tions existantes gagneraient à être mieux coordonnées. Les structures ouvertes à la démarche constituent une base solide pour une future dynamique collective. Celle-ci ne peut être une réponse unique : trois scénarios apparaissent, à court terme, l'optimisation des ressources existantes et une meilleure coordination; à moyen terme, la création d'un collectif structuré type GIEE et à plus long terme, un conventionnement éleveurs/vétérinaires.

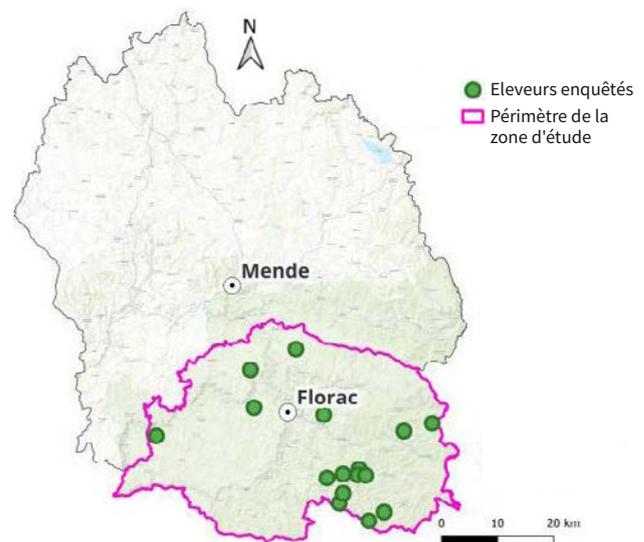


Schéma de la méthode de l'étude

Aléas climatiques et pratiques d'élevage, en zone méditerranéenne de moyenne montagne

Si les tendances générales de températures et de pluviométrie semblent différer d'une année sur l'autre, une chose reste sûre : l'instabilité climatique ne permet pas d'anticiper de façon assurée les événements climatiques futurs et met en position de vulnérabilité les personnes et les activités qui y sont exposées. Le travail réalisé a porté sur l'analyse des effets des aléas climatiques et économiques récents sur plusieurs systèmes d'élevage, dont des systèmes pastoraux.

Une infographie synthétisant les résultats du stage permettent de mettre au regard les aléas des changements climatiques, les effets sur le travail d'élevage et les adaptations mises en place.

Elevage pastoral et adaptations aux changements climatiques

Retours d'éleveur-euses



“ Pour moi, mon système il est plus stable si je pâture uniquement des végétations spontanées, je peux m'adapter, je me sens moins vulnérable aux aléas ”



JOUER SUR LES RESSOURCES DISPONIBLES

- Diversifier les surfaces pastorales
- Pâture dans **zones abritées**
- Garder une **zone de sécurité** non pâturée
- Planter des **haies** et arbres fourragers
- Créer des zones de **report sur pied** inter-saisons
- Coopérations territoriales** (vitipastoralisme, pâturage de forêt etc)

Sélection des agnelles de renouvellement

- Diminution de la taille du troupeau
- Apprentissage alimentaire aux nouvelles ressources disponibles
- Augmenter la mobilité de son troupeau
- Approvisionnement en eau dans les parcs
- Création et entretien de **coupures de combustibles** par le pâturage
- Désaisonniser les mises bas et abattages en fonction des conditions climatiques
- Organiser des **transhumances** (estivales ou hivernale)
- Favoriser l'**immunité naturelle** de son troupeau



ADAPTER LA CONDUITE DE SON TROUPEAU



ADAPTER L'ORGANISATION DU TRAVAIL

- Echanger et faire partie de **collectifs agricoles** pour diminuer la pression individuelle
- Décaler ses **horaires** de sortie à la garde
- Avoir un **quai de traite mobile** pour s'adapter à la ressource
- Réorganiser la répartition du travail (quotidien et annuel)
- Améliorer la **valorisation de ses produits**

Renforcer les liens entre producteurs et acheteurs : les Rencontres professionnelles des circuits courts 2024

Le mardi 12 novembre 2024 à Lempdes, la FR CIVAM Auvergne et Bio 63, en partenariat avec le PAT Grand Clermont-Livradois-Forez, la Ville de Lempdes et Clermont Auvergne Métropole, ont organisé la deuxième édition des Rencontres professionnelles des circuits courts. Cet événement a permis à 35 acteurs du territoire – producteurs, artisans, commerçants, restaurateurs, structures de l'économie locale – de se rencontrer dans un format court et ciblé, pour tisser des liens commerciaux durables.

UN BESOIN DE PROXIMITÉ PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Cette édition s'inscrivait dans un contexte agricole particulièrement tendu : crise de rémunération, inflation persistante, restructurations de débouchés. Pour autant, les initiatives de relocalisation alimentaire se poursuivent. Du côté des producteurs, certains cherchent à développer un nouvel atelier ou à sécuriser leurs débouchés. Du côté des métiers de bouche, beaucoup souhaitent renforcer leurs approvisionnements locaux mais peinent à identifier les bons partenaires.

Face à ce constat, les rencontres professionnelles offrent une réponse simple mais efficace : faciliter les échanges en face-à-face. Chaque participant a pu consulter deux catalogues – producteurs et acheteurs – créés pour l'occasion, et choisir les rencontres à effectuer. Le format a été apprécié pour sa fluidité, sa convivialité et son efficacité.

UNE PARTICIPATION EN RECUL MAIS UN VRAI IMPACT

Si la fréquentation a été en baisse par rapport à 2022 (35 participants contre près de 70 lors de la première édition), la répartition entre producteurs (18) et acheteurs (13) s'est révélée plus équilibrée. Plusieurs acteurs de l'accompagnement (INRAE, CAAP, SMAD des Combrailles...) étaient également présents.

Les retours à chaud ont été globalement positifs : ambiance agréable, temps bien gérés, qualité des rencontres. Plusieurs pistes d'amélioration ont néanmoins été identifiées : meilleure signalisation des acheteurs le jour J, confirmation plus rapide des inscriptions, relance renforcée pour limiter les désistements.

PERSPECTIVES 2026 : RENFORCER LES PARTENARIATS ET LA VISIBILITÉ

Face à la demande unanime des participants pour une prochaine édition, les organisateurs envisagent de

reconduire l'événement en 2026. L'enjeu principal sera d'élargir la mobilisation, en s'appuyant davantage sur les chambres consulaires, les réseaux de commerçants, les collectivités locales et les réseaux touristiques.

Parmi les recommandations :

- maintenir les catalogues de contacts et développer des outils visuels (badges distinctifs) pour faciliter l'identification,
- consolider la communication en amont, notamment auprès des acheteurs,
- pérenniser la mise en lien post-événement pour les absents,
- et renforcer le soutien financier pour élargir l'impact sans accroître la charge des structures organisatrices.

Avec peu de moyens mais beaucoup d'envie, cette édition a confirmé que des formats simples peuvent susciter des dynamiques territoriales. Et que les circuits courts ont besoin d'espaces longs pour tisser des liens de confiance.



Entretiens de 12 minutes pour déclencher des coopérations locales concrètes.

Penser la santé animale au global pour panser le Vivant

Pour le réseau, la santé animale se définit par l'addition d'un bon état sanitaire des animaux et d'un respect des 5 fondamentaux* de leur bien-être en leur proposant un environnement adapté à leurs besoins. Pour mettre en avant cette approche systémique de la santé animale nous proposons un ensemble de 4 posters présentant nos positions, à dire et expérience d'éleveurs et éleveuses.

Ces posters s'inscrivent dans une vision systémique de l'élevage, en mettant en lien trois dimensions indissociables : les pratiques d'élevage, la santé de l'environnement, et le bien-être de l'éleveur·euse. Nous pensons que la santé animale ne peut être pensée isolément, mais bien comme l'un des composants d'un système global, propre à chaque ferme.

Les choix techniques de conduite du troupeau jouent un rôle déterminant dans la construction de l'immunité des animaux. Dans tous les élevages, il existe une diversité de profils : certains animaux sont naturellement plus fragiles que d'autres. Il n'existe pas de situation idéale ni de recette unique, mais une nécessité permanente de naviguer entre des pratiques d'anticipation (prévention) et d'adaptation (réaction aux aléas).

L'élevage est également une activité ancrée dans un environnement spécifique. Il est donc essentiel de promouvoir des pratiques limitant les impacts négatifs sur cet environnement. Toutefois, il est illusoire de vouloir tout maîtriser, notamment face aux évolutions climatiques qui modifient en profondeur les équilibres naturels. Cette incertitude rend d'autant plus nécessaire une agriculture résiliente, capable de s'ajuster aux transformations du milieu.

Par ailleurs, un environnement sain contribue directement à l'équilibre de vie de l'éleveur·euse. Le bien-être

de la personne qui élève joue sur sa disponibilité, sa capacité d'observation, la qualité de sa relation avec les animaux. Une posture calme, une présence attentive ont un effet direct sur le comportement du troupeau – favorisant la docilité, la coopération, et in fine, la santé. Néanmoins, cet équilibre est profondément personnel, et peut se construire par des voies différentes selon les contextes et les individus.

La santé animale, dans cette perspective, n'est donc pas une finalité isolée mais le fruit d'un système de décisions cohérentes, porté par un·e éleveur·euse conscient·e de ses objectifs, ses choix et ses compromis. Des pratiques peuvent entrer en tension – entre confort, rentabilité, durabilité, technicité – et c'est à l'éleveur·euse de trouver sa propre voie, en autonomie.

Enfin, cette approche tripartite – environnement, troupeau, éleveur – a des répercussions positives au-delà de la ferme elle-même. Elle participe à une vision plus large de la santé humaine : produire une alimentation de qualité, préserver les ressources naturelles (eau, air, sols, biodiversité), et maintenir des paysages et des territoires vivants qui remplissent aussi des fonctions sociales. C'est tout l'enjeu d'une santé animale en agriculture durable de moyenne montagne : articuler les équilibres écologiques, économiques, humains et animaux, avec la préoccupation du long terme.



Relocalisation des outils d'abattage, une diversité de réponses pour retrouver de l'autonomie

Le Massif Central n'échappe pas aux problématiques qui affectent les élevages partout en France quand on en vient à devoir mener ses animaux à l'abattage. Éloignement, temps de trajet, stress des animaux, coûts induits, contraintes posées aux petits élevages, conditions de mise à mort, ... autant de raisons pour les paysan.nes du réseau de vouloir concevoir leurs propres outils d'abattage. Autant de contextes territoriaux et de diversité des besoins induisent également des expressions variées de ces outils : outil d'abattage à la ferme, caisson mobile et travail avec l'abattoir du secteur, reprise en main par les paysan.nes de l'abattoir de proximité, création d'un nouvel outil de proximité auto-géré.

Ces différents projets ont fait l'objet de notre attention et ont été décrits et/ou accompagnés par le réseau ADMM.

- L'abattage à la ferme a maintenant son mémento : le Guide Pratique de l'abattoir d'élevage, rédigé par Jacques Alvernhe (Association Pour des Abattages Paysans), avec la participation, la relecture et le travail de diffusion de la FADEAR et la Confédération Paysanne. Ce mémento est un outil de travail pratique et complet à destination de tous.tes les paysan.nes qui souhaitent mettre en place un abattoir d'élevage. Tous les aspects réglementaires, sanitaires, et pratiques sont abordés¹.

- Deux fiches complémentaires ont vu le jour, décrivant pour l'une ; l'Abat'Mobile 34 : un caisson mobile pour des abattages de bovins à la ferme, réalisé par un tâcheron, rattaché à l'abattoir de Pézenas. Pour la seconde : le projet de création d'une structure locale d'abattage coopératif porté par la CUMA des Hauts gards. L'objectif est de relocaliser un outil géré et utilisé par les paysan.nes, au voisinage direct de l'atelier de transfo et de découpe déjà existant.

un flyer est également disponible pour faciliter la diffusion du mémento.

Le tout est disponible sur les sites internet d'ADMM² et de l'association Pour des Abattages Paysans³. A diffuser largement !



1. Lien du guide : https://www.abattagespaysans.fr/_files/ugd/a0992b_ad179f2bbbad41518f98038d1f1245f6.pdf

Lien du webinaire : https://transfert.confederationpaysanne.fr/f.php?h=1L5M_L2k&p=1

2. www.agriculture-moyenne-montagne.org

3. www.abattagespaysans.fr

Des outils pour parler d'agriculture durable

Le réseau a mis en place des accompagnements pour aider les agriculteurs à mieux vivre de leur métier, en conciliant préservation de l'environnement, autonomie financière et santé des hommes et des animaux. Face à la baisse des installations agricoles et aux perspectives inquiétantes à court terme, il devient urgent de repenser aussi l'attractivité du métier de paysan. Pour y répondre, le réseau ADMM a conçu des outils destinés notamment aux formateurs et enseignants.

les collégiens et lycéens abordent notamment en géographie ; l'agriculture, l'économie et l'alimentation. Les exemples représentés dans leurs programmes, ne sont ni localisés dans le Massif Central, ni représentatifs d'une agriculture plus économe et autonome. Nous avons donc décidé de travailler spécifiquement sur des outils destinés à l'enseignement, clefs en main, qui pourront être utilisés pour approfondir et diversifier les programmes scolaires.

LE KIT RESSOURCE

Il n'est pas toujours évident de trouver les ressources pour construire son propos, pour construire son cours, apporter des idées nouvelles et affiner son sens critique.

Sur le site ADMM une nouvelle rubrique permettra de retrouver des ressources sélectionnées par nos soins, émanant du réseau ADMM mais aussi en dehors. Evidemment les thématiques proposées sont en rapport avec l'Agriculture Durable et apportent des points de vue supplémentaires et complémentaires pour aller plus loin (changement climatique, énergie, gestion de l'herbe, agriculture et société...). Ce référencement permettra d'accéder à des supports divers (vidéos, ouvrages, études) pour la plupart gratuits.

Un moteur de recherche aidera la personne dans ces recherches, pour télécharger le document, cliquer sur un lien, ou trouver des références.

Le moteur de recherche se trouve sur le site internet ADMM¹ à la rubrique "ressources documentaires".

LES ÉTUDES DE CAS

Des études de cas sur des fermes sont proposées dans les ouvrages scolaires des collégiens et des lycéens. En partenariat avec une enseignante de collège nous avons travaillé sur des alternatives, représentant des agriculteurs en Agriculture Durable dans le Massif Central. Ces alternatives permettent d'aborder des idées complémentaires sur le système agricole de leurs fermes, leurs choix de vie, d'aborder des questions de bien-être animal, de bien-être au travail en plus de la performance économique. Ces études de cas ont été réalisées pour montrer la diversité des fermes et de leurs approches, pour mettre en avant l'attractivité du métier d'éleveur.

Ces études de cas pourront être télécharger sur le site ADMM à la rubrique "ressources documentaires". Pour que les enseignants aient connaissance de leur existence, une campagne de communication particulière sera réalisée.

Aujourd'hui en France

- Bien-être animal** : plus de 8 animaux sur 10 sont élevés sans accès à l'extérieur
- Viabilité économique** : 20 % des éleveurs vivent sous le seuil de pauvreté
- Biodiversité** : diminution de 30 % des oiseaux communs en 30 ans
- Dynamisme des territoires** : La France a perdu 100 000 fermes en 10 ans. Les agriculteurs ne forment plus qu'1,5 % de la population active.

BURGER DE FAST-FOOD
Distance moyenne parcourue uniquement depuis le site de fabrication : 2300 km

BURGER ARTISANAL A BASE DE PRODUITS DE L'AGRICULTURE DURABLE
Distance moyenne parcourue depuis les fermes et sites de transformation : 400 km

PAIN
Ultra transformé, fait de blés hybrides, cultivés dans les monocultures des vastes plaines françaises.

PAIN
Faites produits, moulés et transformés au moulin de la Brie en locaux à base de blés durs, locaux et nobles.

SALADE & TOMATE (route France)
Légumes issus de terres irriguées, souvent hors-sol et avec beaucoup d'intrants chimiques dans l'état de la France.

LÉGUMES DE SAISON
Légumes locaux produits sous produits distribués en nombre dans le Ray de l'Or.

FROMAGE
Préparation industrielle ultra transformée à base de laitages de base de sources loyales de l'état de la France, d'autres sources et de colorants.

FROMAGE
Fait de possibilités locales et produits à base d'herbe, Saumon, L'œuf, Fromage d'herbes, Fromage de Montbriand, Laiterie, Fromage, Fromage, Saumon, L'œuf, Fromage d'herbes.

VIANDE
Steak issu d'un animal né en France puis transporté à l'étranger avec des antibiotiques ou des vaccins.

BOEUF, PORCIS, AGNEAU, CHEVREAU
Steak issu d'un animal élevé et transporté au gavage ou sous le miel, dans une ferme du Cantal.

Maximiser le pâturage des prairies.
Diversifier les productions pour favoriser les écosystèmes et la résilience des fermes.
Avoir des troupeaux adaptés aux ressources locales.
Favoriser l'autonomie économique et additionnelle des agriculteurs et un revenu décent.
Participer à la vie de son territoire et rendre accessible une alimentation de qualité.

LES ANIMATEURS.TRICES DU RÉSEAU ADMM À DISPOSITION

Enfin, les animateurs.trices accompagnent les enseignants dans la préparation d'interventions en classe ou sur les fermes. Ils connaissent parfaitement les outils disponibles, disposent des contacts des exploitations et ont déjà testé les animations, ce qui leur permet de répondre efficacement à toute demande.

Vous pouvez retrouver l'ensemble des livrables cités dans ces article sur le Kit Ressource du Réseau ADMM en scannant ce QR code.



1. www.agriculture-moyenne-montagne.org

⇒ **FRCIVAM Auvergne : Garantir une bonne santé mentale des agriculteurs - Puy de Dôme**

Les agriculteurs d'ADMM évoluent, comme tous les agriculteurs, dans un contexte exigeant (charges administratives, aléas climatiques, économiques et sanitaires, endettement, isolement), facteurs reconnus de vulnérabilité psychique en agriculture. En s'appuyant sur l'entraide, les échanges techniques et l'expérience collective, le réseau favorise des systèmes plus autonomes et économes, et peut ainsi réduire le stress. Cette dynamique collective complète les dispositifs de prévention, notamment en s'appuyant sur des ressources locales et d'autres associations (Solidarité Paysans) pour repérer plus tôt la détresse et encourager la demande d'aide.

Massif

⇒ **Cant'ADEAR : Développer les interventions scolaires - Cantal**

En 2025-2026, le réseau ADMM souhaite poursuivre et surtout développer ses interventions pédagogiques auprès des jeunes. Après une année riche en échanges avec des collégiens, des BPREA, des contrats de spécialisation et des étudiants en BUT autour de l'agriculture paysanne – de l'engraissement à l'herbe à l'évaluation de la durabilité des fermes – nous exprimons une volonté forte d'aller plus loin. Grâce aux ressources et études de cas élaborées par ADMM, nous aimerions renforcer les liens avec les futurs installés et nous nous tenons disponibles auprès des équipes enseignantes pour co-construire des projets autour de l'agriculture durable.

⇒ **ADAPA : Toujours plus de passage à l'herbe ! - Corrèze**

Au vue du contexte que nous connaissons pour 2026 et au-delà, le réseau ADMM souhaite continuer de susciter et d'accompagner l'émergence de systèmes herbagers durables et autonomes. Susciter, d'abord, en les promouvant auprès des scolaires agricoles et porteurs de projets, en mettant en avant des résultats technico-économiques plus que satisfaisants issus des fermes de notre réseau, pour dépasser les idées reçues. Accompagner, ensuite, les porteurs de projets, en lien avec d'autres structures du Massif Central, dans le dimensionnement du système d'élevage, enjeux clé de la durabilité. Et les éleveurs ADMM sont prêts à partager leurs savoirs !

→ ADDEAR 42 : L'attractivité pour toutes - Loire

Pour le réseau ADMM, rendre attractif le métier c'est le rendre accessible à toutes. Nous allons continuer d'accompagner les femmes dans leur parcours à l'installation où de nombreux freins persistent, fruits d'une image encore très genrée du métier. Nous animons plusieurs groupes d'échanges de pratiques et de paroles où les agricultrices peuvent se retrouver pour échanger librement. Ce sont de véritables lieux de soutien. La sensibilisation se fait également en milieu scolaire en montrant le quotidien de ces femmes installées. Enfin, des temps de formation et de prévention sont régulièrement proposés pour chercher à réduire les inégalités et montrer des agricultrices et des agriculteurs heureux.

Central

→ FRCIVAM Occitanie : De la démocratie dans nos assiettes - Lozère

Dans la lignée des expérimentations qui ont lieu partout en France, le réseau ADMM souhaite remettre la démocratie au cœur de nos assiettes avec les caisses communes alimentaires. En Lozère, nous suivons et soutenons l'émergence d'une expérimentation lancée par le PETR Sud Lozère dans le cadre de son Projet alimentaire de Territoire et piloté par l'Association pour une Caisse locale d'Alimentation du Sud Lozère. Premières étapes, faire parler du sujet en créant une conférence gesticulée ; puis mobilisation d'un collectif citoyen qui devra construire sa "connaissance de cause" ; pour ensuite dessiner les contours d'un maillon de solidarité du système alimentaire territorial.

→ APABA : Une agroécologie autonome - Aveyron

Dans un contexte d'aléas qui s'intensifient, l'incertitude du coût des intrants peut mettre gravement en péril certaines fermes. À travers ce constat, le réseau ADMM souhaite continuer à accompagner techniquement des projets individuels et collectifs : autonomie fourragère et protéique, intensification du pâturage, révision des assolements, mise en place de plan de fumure, gestion des effluents d'élevage, mise en place d'itinéraire technique allant vers le non travail du sol. Objectif simple : placer l'autonomie décisionnelle au centre. Ces leviers permettent de faire progresser les fermes et les territoires sur la performance économique et environnementale vers l'agroécologie.

→ CIVAM Empreinte : Pastoralisme, l'élevage du futur - Hérault

Le pastoralisme, pratique séculaire entre humain, animal et végétal, permet aux ruminants d'exprimer pleinement leurs comportements naturels alimentaires, physiques et sociaux. **Loin des modèles industriels, elle s'appuie sur la sobriété, la coopération et l'ancrage local.** Ces systèmes vivants, fondés sur le lien, l'économie et l'autonomie, offrent des repères et dessinent des voies d'avenir : **repenser production, temps et rapport à la nature.** Le réseau ADMM continuera à travailler sur les adaptations des systèmes pastoraux aux changements sociétaux, économiques et environnementaux en cours, et à montrer en quoi ces derniers sont clés pour construire l'élevage de demain.

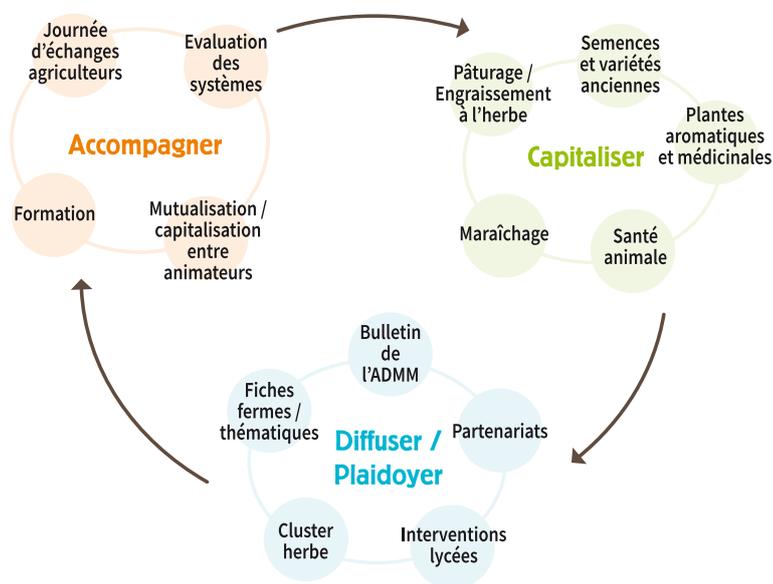
➔ Devenez acteur d'ADMM !

Vous l'aurez compris, une page se tourne pour le réseau ADMM mais comme vous avez pu voir tout au long de ce bulletin, les perspectives pour la suite sont nombreuses. Sur l'agroécologie, le genre, le pastoralisme, l'attractivité du métier, la solidarité alimentaire, les idées ne manquent pas. **Pour les faire vivre nous avons besoin de vous !**

Alors si vous êtes enseignant, formateur, paysan, chargé de mission sur l'agriculture et l'alimentation et que vous souhaitez contribuer à cette belle dynamique qui fait rayonner l'agriculture durable du Massif Central, le réseau ADMM vous invite à partager vos pistes de financements, vos idées de coopération et de projet.

Si vous êtes financeur, partenaire institutionnel ou privé, **nous vous invitons à investir dans ces initiatives porteuses d'avenir.** Chaque soutien, qu'il soit financier, logistique ou humain, est essentiel au collectif que nous construisons pour valoriser le métier d'agriculteur dans le Massif Central et transmettre des pratiques agricoles durables au service des territoires et des générations futures.

Contactez nous : frcivamauvergne@orange.fr



ADMM, qu'est-ce que c'est ?

Le réseau Agriculture Durable de Moyenne Montagne (ADMM), ce sont des paysans du Massif Central qui souhaitent vivre de leur métier en maîtrisant leur système de production de manière autonome, produisant des produits de qualité, réduisant les intrants, limitant leur impact sur le milieu et construisant des solutions adaptées à leur contexte, tout en s'appuyant sur l'expérience collective. Appuyés par leurs équipes salariées, les groupes ADMM s'organisent pour travailler collectivement ces objectifs et diffuser les résultats et connaissances obtenus.

Retrouvez-nous !

Contacts des structures qui portent depuis 2009 le réseau Agriculture durable de moyenne montagne :

Réseau CIVAM : 07 84 73 90 84 - felix.tuchais@civam.org
FRCIVAM Auvergne : 04 73 61 94 04 - mellet.civam@wanadoo.fr
FRCIVAM Occitanie : 06 58 36 49 21 - julien.marie@civam-occitanie.fr
ADAPA : 07 82 61 31 87 - contact@adapa-asso.net
CIVAM Empreinte : 06 71 68 00 62 - empreinte@civam.org
APABA : 05 65 68 11 52 - contact@aveyron-bio.fr
Cant'ADEAR : 06 50 59 31 02 - contact@cantadear.fr
ADDEAR 42 : 07 60 74 80 27 - agriculturepaysanne@addear42.fr

